

crois, soumette des propositions et que celles-ci puissent peser dans la balance au moment de la décision?

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, je puis m'engager à recevoir volontiers le premier ministre de la province et à discuter ce problème avec lui quand cela nous conviendra tous les deux.

M. MacLean: Monsieur l'Orateur, je remercie le ministre de cette assurance. Des arrangements semblables seront-ils conclus avec d'autres gouvernements provinciaux désireux de prendre des dispositions de ce genre?

L'hon. M. Cadieux: Monsieur l'Orateur, chaque base étant un cas distinct, le même genre de traitement ne pourrait s'appliquer à toutes les bases, je pense.

M. MacLean: Monsieur l'Orateur, j'aurais une question supplémentaire de plus à poser sur ce très important sujet. Je l'adresse au très honorable premier ministre. Est-il disposé à assurer la Chambre que avant de fermer quelque base, le gouvernement prendra les dispositions nécessaires pour dédommager, dans la mesure où cela est humainement possible, la population et les localités en cause, de toute conséquence défavorable, d'ordre économique, qu'ils pourraient subir?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas disposé à donner une telle assurance générale, car il est possible que, dans certaines régions, la fermeture de la base n'ait pas les sérieuses conséquences dont s'inquiète le député. Mais dans les cas de graves conséquences d'ordre économique, pour employer les paroles du député, je puis vous assurer que le gouvernement ne fermerait pas ces bases sans avoir examiné d'autres façons de diminuer ces conséquences.

L'hon. M. MacLean: Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire. Je veux remercier le premier ministre de l'assurance qu'il a donnée et de bien préciser que je songeais aux régions qui, du point de vue économique, dépendent largement des bases de défense.

Le très hon. M. Trudeau: Dans ces cas-là, nous songerions au genre de mesures proposées par le député avant d'annoncer des fermetures. Nous savons que certaines bases ne sont pas des entités économiques; si nous pro-

céditions à des fermetures dans les régions moins développées du Canada, nous espérons que le gouvernement chercherait à y créer des centres de croissance.

L'hon. George Hees: J'ai une question supplémentaire à poser au premier ministre. Comme il a affirmé que là où des bases seraient fermées le gouvernement fera l'impossible pour soulager les intéressés, inaugurerait-il cette politique en faveur du camp Picton qui est pratiquement fermé maintenant et où rien n'a été fait pour aider les 1,500 personnes touchées par cette mesure?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Les députés reconnaîtront que nous entrons maintenant dans le domaine des cas particuliers. Je me demande si c'est bien ce qu'ils désirent. Le député ayant présenté ses instances, nous devrions passer à autre chose.

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Je pose ma question supplémentaire au ministre de la Défense nationale. Peut-il nous dire si oui ou non le 1^{er} août demeure la date-limite pour l'annonce de fermeture de la quinzaine de bases en question. En profiterait-il pour nous indiquer quel progrès a été réalisé par lui et ses collègues dans l'élaboration d'un programme préliminaire d'aide financière là où les répercussions économiques seront les plus graves?

M. l'Orateur: Le ministre peut répondre à la première partie de la question, mais la seconde partie a une portée trop vaste et nécessite une déclaration à l'appel des motions.

L'hon. M. Cadieux: Monsieur l'Orateur, si vous le permettez, je dirai tout d'abord que nous n'avons jamais envisagé de fermer 15 bases—ce chiffre est exagéré. En réponse à la première partie de la question, je dois dire que j'ai peu d'espoir de pouvoir annoncer la chose au 1^{er} août. Cette éventualité est assez faible; néanmoins, il est permis d'avoir bon espoir.

M. Forrestall: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. La deuxième partie de ma question n'était pas une demande d'explication; je veux savoir si oui ou non ses collègues et lui ont pu établir une formule réaliste, sans qu'il explique cette formule.

L'hon. M. Cadieux: Je dirais que nous en sommes bien proches, monsieur l'Orateur.